



ATLANTEM
IMAGINER LES OUVERTURES DE DEMAIN

FACTURE

N°: 2250700143

Atlantem Industries - SAS au Capital de 626917€
340 137 736 RCS de LORIENT
Code T.V.A : FR89340137736
Siège Social : PARC ACTIVITE DE LA NIEL
BP21 - 56920 NOYAL-PONTIVY
TEL: 0297259560 FAX : 0297278024

Date	N° Compte	Code TVA intracom.
04/07/25	PRM265390	
Représentant :		Page
MOULINIE LAURENT		1/1

1068



PRO POSE 46 HAMMERSCHMIDT G
HAMMERSCHMIDT GILLES
ROUTE DE TOULOUSE
46100 FIGEAC



Ligne	Désignation	Qté Livrée	Unité	Prix Unitaire H.T	Eco- Cont. Un	Code TVA	Prix Total H.T (€)
*****	BON DE LIVRAISON N° 1812437 du 01/07/25 Nos Références, commande N° : 2506052370 Référence Commande Client : BCF-1-250500100262 REF: PATRICK REF: PATRICK						
001	VRFERM Axe de Volet Roulant Axx'O , Axe Sur Mesure Hauteur 1400 mm, Largeur 1600 mm (Hauteur Sous Coffre, Largeur Finie) Enroulement Extérieur Pose dans Coffre VRI/VRX Tablier 4 Kg (pour Lames Pvc 44, Alu 43, Alu 50) , Verrous Clicksur Tube ZF54 Manoeuvre Radio Atlantem - Moteur T5 Automatique Côté de Fil : Sortie à Droite Emetteur Mural SMOOVE Méca RTS Classement Résistance au Vent : Sans	1		212,42		20	212,42

1068 - 2789

Voir conditions générales de vente au verso que le client déclare avoir lues et acceptées.
Pénalités de retard de paiement = taux BCE + 10 pts.

Indemnité forfaitaire de recouvrement pour paiement tardif = 40 €.
Pas d'escompte pour le paiement anticipé. Transfert de propriété de nos marchandises après paiement complet du prix.

Taux	Montant Total H.T.	Montant T.V.A
20,00 %	212,42	42,48

EUROS (€)

Total H.T	212,42
Total T.V.A	42,48
Total T.T.C	254,90
Acompte déduit	0,00
Net à payer	254,90€

TALON A JOINDRE A VOTRE REGLEMENT - MERCI

CLIENT : PRM265390 - PRO POSE 46
HAMMERSCHMIDT G.
FACTURE : 2250700143
DATE ECH : 31/08/25
MONTANT : 254,90 euros TTC
Vos conditions
LCR directe
30 jours Fin de mois Fin de mois

Pour information
Notre IBAN : FR76 1470 6001 3100 0574 7711 585 SWIFT:AGRIFRPP847
Crédit Agricole Atlantique Vendée - Domiciliation : Vendée Entreprises

REGLEMENT A ADRESSER A : ATLANTEM - PARC D'ACTIVITES
DE LA NIEL BP21 56920 NOYAL-PONTIVY

RESERVE DE PROPRIETE : (Loi n°80.335 du 12 Mai 1980).
La marchandise reste notre propriété jusqu'à paiement complet du prix.

Conditions générales de vente ATLANTEM INDUSTRIES – Version applicable à compter du 1^{er} janvier 2023

(Version complète intégrant les mentions spécifiques pour les Consommateurs accessible sur notre site www.atlantem.fr)

PREAMBULE

Les présentes conditions générales s'appliquent à toutes nos ventes, sauf dérogation écrite de notre part. L'ouverture d'un compte dans nos livres ou le fait de nous passer commande emporte de plein droit l'acceptation et l'adhésion du client sans réserve des présentes conditions. Tout autre document émanant du client, dont les conditions générales d'achat, ne nous sont pas opposables. Les clients consommateurs seront ci-après désignés les « Consommateurs ».

Le fait, pour notre société, de ne pas se prévaloir de l'application de tout ou partie des dispositions des présentes conditions générales ne pourra être interprété comme valant renonciation à nos droits et à nous en prévaloir ultérieurement.

ARTICLE 1 – PRIX – OFFRE – CONFIRMATION DE COMMANDE

Les prix s'entendent franco de port, et sont établis hors taxes, par référence au tarif en vigueur à la date de réception de la commande. Nos offres sont valables 1 mois à compter de leur date d'établissement. Passé ce délai, elles peuvent être modifiées.

Toute commande ne devient définitive pour notre société que si elle est confirmée par écrit par notre service commercial et si elle est accompagnée du paiement requis à la commande.

Les ajouts et modifications sur quantité, prix, qualité, valeurs dimensionnelles devront faire l'objet d'une lettre de confirmation par le client dans les 2 jours ouvrés suivant la réception de la confirmation de commande émise par notre société, ceci pouvant entraîner une modification des conditions préalablement fixées. Nous nous réservons la possibilité de facturer au client la part de commande traitée avant la demande de modification.

Le bénéfice de la commande est personnel au client et ne peut être cédé sans notre accord écrit et préalable.

ARTICLE 2 – DETERMINATION DES MARCHANDISES/ETUDE/CONSEIL

Notre société ne vend pas de produits standards. Les marchandises vendues sont déterminées par référence aux produits désignés dans la confirmation de commande de notre société. Il appartient au client de vérifier le contenu de nos offres et de s'assurer qu'elles correspondent à ses besoins, aux conditions d'emploi prévues et aux conditions de pose du chantier.

Les études et recommandations qui peuvent être données par notre société le sont à titre purement indicatif. Elles n'engagent pas notre responsabilité. Elles ne constituent pas un élément d'exécution et il appartient à l'utilisateur, sous sa propre responsabilité, de les contrôler, de vérifier qu'elles tiennent compte des règles générales applicables à ce type de produit ou de matériel, de suivre les conditions particulières d'emploi et de respecter les règlements en vigueur et les règles de l'art.

Le client est notamment seul responsable de l'usage qu'il envisage de faire de nos produits et du choix des produits en fonction de cet usage.

ARTICLE 3 – DELAI DE LIVRAISON

Pour les clients professionnels, les délais de livraison communiqués n'ont qu'une valeur indicative. Leur non-respect ne peut entraîner l'annulation de la commande, l'allocation de dommages et intérêts ou pénalités de retard. [...]

Le délai de livraison court à compter du courriel de confirmation de la commande par notre société. Les expéditions sont annoncées par l'envoi d'un courrier électronique. Si les dates de disponibilité des produits d'une commande sont différentes, la totalité de la commande sera expédiée au fur et à mesure de la disponibilité des produits, sans modification des frais de livraison à la charge du client.

ARTICLE 4 – TRANSPORT ET LIVRAISON

Les produits expédiés (que le transport soit réalisé par nos soins ou par un transporteur tiers) sont vendus, pris et agréés départ usine, et voyagent toujours aux risques et périls du client, sous réserve des dispositions contraires du code de la consommation en cas de vente à un Consommateur. Le client doit vérifier les marchandises livrées en présence du transporteur, au moment de la réception. Conformément à l'article L.133-3 du Code de commerce, toute réserve doit être confirmée par LRAR au transporteur et à notre société dans les 3 jours qui suivent la livraison. Le client doit inscrire les réserves d'usage quant aux défauts apparents sur le bordereau de livraison et sur le récépissé de transport. Il dispose en outre d'un délai de 8 jours à compter de la livraison des produits pour émettre des réserves quant à la non-conformité ou défauts non-apparents pouvant affecter les produits livrés. Au-delà de ce délai, aucune réclamation ne pourra être admise par notre société.

Les produits transportés par nos soins dans nos véhicules sont acheminés au lieu de livraison désigné par le client. Sous réserve des dispositions contraires du code de la consommation en cas de vente à un Consommateur, les opérations de déchargement et de manutention sont à la charge et aux risques du client qui doit mettre à disposition le personnel et le matériel nécessaire. A défaut, en l'absence de réceptionnaire, dès lors que le chauffeur appose sa signature sur le document de transport (laissé sur place), la livraison est réputée effectuée aux risques et périls du client et ce sans préjudice du respect des formalités et délais de l'article L. 133-3 du Code de commerce.

Lors de la livraison, le site doit être d'un abord facilement accessible, sans dangers et sans risques pour le personnel, les véhicules et les produits et ce, sous la seule responsabilité du client. S'il estime que ces conditions ne sont pas réunies, le conducteur du véhicule est autorisé à refuser d'exécuter la livraison au lieu indiqué.

Notre responsabilité est expressément exclue pour tout dommage causé par un de nos véhicules du fait d'un accès difficile ou d'un terrain inapproprié. Le client doit s'assurer de l'accessibilité de nos véhicules aux lieux de livraison et doit assumer la direction des manœuvres nécessaires tant à l'accès qu'à la circulation du véhicule et à son déchargement. Le client est seul responsable des éventuels dommages causés à ou par nos véhicules à l'intérieur des installations du destinataire. [...]

ARTICLE 6 – GARANTIE / RESPONSABILITES

[...]

6.2 Vente à des clients non-consommateurs

Toute action en garantie contre notre société implique que les réclamations nous soient notifiées par le client dans le délai de 8 jours susvisé à compter de la livraison des produits.

Le client bénéficie de la garantie légale contre tout défaut de construction, ou de fonctionnement et contre tous vices de matière. Le client est tenu d'apporter tout élément de preuve de ces défauts ou vices. **La garantie est limitée à la réparation ou au remplacement gratuit des pièces prouvées défectueuses livrées par nous.**

Notre responsabilité est expressément limitée au montant de la commande. Elle est par ailleurs expressément exclue pour tout dommage immatériel.

Toute action concernant les contrats, écrits ou verbaux, passés entre notre société et le client, ne sera recevable que si elle a été engagée dans le délai d'un an à dater du jour auquel s'est produit l'événement faisant l'objet d'une telle action.

La réparation, la modification ou le remplacement de pièces pendant la période de garantie indiquée ci-dessus ne peuvent avoir pour effet de prolonger le délai de garantie. Les réclamations éventuelles ne pourront en aucun cas justifier un retard ou un refus à régler nos factures.

6.3 Vente à tous clients, y compris Consommateurs

Nous ne garantissons pas la disponibilité des pièces détachées de nos produits, sauf dispositions expresse contraire.

Sont exclus de la garantie de notre société les défauts dus : - à un déchargement, une manutention incorrecte avant ou après montage, ou un stockage défectueux ; - à une pose non conforme aux règles de l'art ; - à des coups ou des rayures après la mise en place et pendant la durée du chantier ; - à un défaut d'entretien ; - à l'usure normale ; - à des modifications ou remplacements des pièces d'origine, ou une mise en conformité sans notre accord.

Aucun retour de produits ne pourra être effectué sans notre consentement écrit, ce consentement n'impliquant de notre part aucune reconnaissance de responsabilité. Les produits susceptibles de présenter un vice doivent être tenus à notre disposition pour constatation pendant 8 jours ouvrés au moins après que la réclamation nous soit parvenue. Toute mise en conformité réalisée par le client sans l'accord de notre société entraîne la perte du droit à garantie.

ARTICLE 7 – RESERVE DE PROPRIETE / RISQUES

LE TRANSFERT DE PROPRIETE DES MARCHANDISES EST SUSPENDU AU PAIEMENT COMPLET ET EFFECTIF DU PRIX EN PRINCIPAL ET ACCESSOIRES. Par paiement, il faut entendre soit la remise effective d'espèces, soit l'encaissement de chèques, soit le paiement d'effet de commerce échû. Le client devra nous informer immédiatement de toute mesure,

action, saisie, réquisition, confiscation ou de tout autre mesure pouvant mettre en cause les droits de propriété de notre société sur les marchandises. En cas de non-paiement par le client d'une seule échéance, nous pourrions exiger par LRAR sans perdre aucun de nos droits, la restitution des produits aux frais et risques du client. Ces dispositions ne font pas obstacle au transfert au client, dès la sortie de nos entrepôts, des risques de perte et de détérioration des produits vendus ainsi que des dommages qu'ils pourraient occasionner, sous réserve des dispositions contraires du code de la consommation en cas de vente à un Consommateur.

ARTICLE 8 - CONDITIONS DE REGLEMENT

Sauf convention particulière, le paiement des produits se fait comptant et sans escompte. Les sommes versées d'avance par le client en règlement du prix des produits constituent des acomptes. Aucune réclamation ou contestation n'autorise le client à suspendre le paiement de la facture. Aucune opposition, ni droit de rétention ne sont admis à l'égard de nos créances. Seuls les avoirs émis par notre société peuvent annuler partiellement ou totalement nos factures.

Notre société ne vendant que des produits sur-mesure, au-delà de 3 mois à compter de la notification d'expédition, en cas de refus de livraison, nous pourrions annuler la commande de plein droit et sans sommation, conformément à l'article 1657 du Code civil. Dans cette hypothèse, nous conserverons l'acompte versé à titre de dommages et intérêts.

En cas de retard de paiement, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, les commandes en cours peuvent être suspendues ou résiliées de plein droit par notre société, sans préjudice de toute action en dommages et intérêts. En cas de non-respect des conditions de paiement convenues, même d'une seule échéance, l'ensemble des sommes dues à notre société par le client deviendront immédiatement exigibles. En cas de règlement après la date de paiement indiquée sur la facture, ou au-delà du délai fixé par les présentes conditions générales, le client est redevable de plein droit d'une pénalité pour retard de paiement calculée par application d'un **taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.** L'absence de retour 15 jours avant son échéance d'un effet envoyé à l'acceptation équivaldra à un impayé et le dernier avis adressé vaudra mise en demeure. Outre les pénalités de retard définies ci-dessus, tout client en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur à notre égard d'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 euros, sans préjudice de toute demande d'indemnisation complémentaire sur justificatifs.

Conformément aux dispositions de l'article 1344 du code civil, la mise en demeure permettant de faire courir les intérêts de retard résultera de la seule exigibilité des créances de notre société.

ARTICLE 9 – GARANTIE DE PAIEMENT

Nous sommes seuls juges des encourus que nous acceptons d'accorder à nos clients et ce sans avoir à justifier nos positions, ni dévoiler nos sources. Nous nous réservons la possibilité de demander au client de nous fournir toute garantie, caution ou sûreté, bonne et solvable, propre à couvrir ses engagements. En cas de refus ou d'impossibilité, ou en cas de refus d'accord de notre assurance-crédit, nous nous réservons le droit de ne pas honorer la commande ou de refuser tout crédit et d'exiger un paiement comptant à réception de commande.

Le client ayant la qualité d'entreprise principale doit respecter les dispositions de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et justifier de l'accomplissement des formalités effectuées. Il devra fournir une caution bancaire équivalente au montant du marché, ou à défaut, régulariser avec son client une délégation de paiement.

LA MISE EN FABRICATION N'INTERVIENDRA QU'APRES ACCEPTATION DE CETTE GARANTIE ET RECEPTION EFFECTIVE DE TOUS DOCUMENTS AFFERENTS A CETTE GARANTIE.

ARTICLE 10 – FORCE MAJEURE

Notre société ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution de ses obligations due à un cas de force majeure. Au-delà de sa définition légale et jurisprudentielle, la force majeure s'entend de tout événement indépendant de notre volonté tel que grève, arrêt de travail ou autres mouvements sociaux au sein de notre personnel ou de celui de nos fournisseurs ou prestataires, occupation d'usines ou de locaux, décision ou défaut d'autorisation administrative, interruption ou retard des moyens de transport, impossibilité d'approvisionnement en produits, matières premières, pièce ou composants, accident d'outillage, bris de machine ou conséquences d'état d'urgence sanitaire ou fermeture administrative de nos installations ou de celles de nos fournisseurs notamment pour raison sanitaire. En cas d'impossibilité de respecter nos obligations du fait d'un cas de force majeure, nous en informerons le client dans les meilleurs délais et pourrions, selon les circonstances, soit annuler la commande, soit en suspendre l'exécution sans que le client puisse réclamer une indemnisation ou annuler sa commande.

ARTICLE 11 – ETHIQUE

Notre société a mis en place un programme de conformité à la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, et a notamment adopté le code de conduite anticorruption Middledext et mis en place un Comité d'éthique et un programme de protection des lanceurs d'alerte. Nous attendons de nos clients et fournisseurs qu'ils soient également en conformité avec la loi et nous réservons la faculté d'interrompre toute relation avec tout client ou fournisseur qui ne satisferait pas à cette exigence.

ARTICLE 12 – SUSPENSION – EXTINCTION DU CONTRAT

Tout cas de force majeure suspend de plein droit les obligations de notre société et nous en décharge éventuellement s'il présente un caractère définitif, sans préavis ni indemnités.

L'inexécution des obligations du client en matière de constitution de garantie au profit de notre société suspend l'exécution du contrat tant que ladite obligation n'a pas été satisfaite. Si l'obligation n'est pas satisfaite dans un délai de 8 jours après mise en demeure restée infructueuse, le contrat sera résilié de plein droit.

La résiliation en cas d'inexécution des obligations du client ouvrira droit au profit de notre société à des dommages et intérêts. Dans le cas où notre société aurait fabriqué en tout ou partie des produits contractuels, les dommages et intérêts seront du même montant que la valeur hors taxes de ces produits contractuels. Dans les autres cas, les dommages et intérêts seront de 10 % du montant hors taxes de la valeur des produits commandés, tel que figurant dans la confirmation de commande.

ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES

Nous sommes responsables du traitement des données personnelles du client et/ou des dirigeants, salariés, collaborateurs ou préposés du client, entrant en contact avec nous au nom et pour son compte (ci-après les « Personnes Concernées »), aux fins notamment de la conclusion et de l'exécution des commandes, du paiement des factures, de la gestion de la prospection commerciale, et de la gestion des droits et d'éventuels litiges.

Les Personnes Concernées disposent d'un droit d'accès, d'opposition, de rectification, de limitation, de retrait, d'effacement des données les concernant, du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données personnelles après leur mort, du droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée, du droit à la portabilité de leurs données, et de la possibilité d'introduire une réclamation devant la CNIL. Le client s'engage à communiquer aux Personnes Concernées, au plus tard au moment de la collecte de leurs données, les informations contenues dans le présent article et dans notre politique de confidentialité mise à sa disposition et qui peut lui être adressée par email sur simple demande. Le client s'engage à nous indemniser de toute condamnation que nous pourrions subir du fait d'un manquement du client à ses obligations.

ARTICLE 14 – RESPONSABILITE ELARGIE DU PRODUCTEUR – IDENTIFIANTS

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, notre société communique ses identifiants uniques délivrés par l'ADEME :

- Filière PMCB (produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment) : FR200124_04EDBG (éco-organisme VALOBAT).

- Filière PAP (papier graphique) : FR200124_03WDDW (éco-organisme CITEO).

[...]

ARTICLE 17 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION – LOI APPLICABLE

En cas d'échec de la médiation ou en cas de litige entre notre société et un client professionnel, les parties pourront soumettre leur litige au tribunal compétent qui, en cas de vente à un client professionnel, sera le Tribunal compétent pour le lieu de notre siège social, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité des défendeurs, et ce nonobstant toute clause contraire. La loi applicable est la loi française.

ATLANTEM INDUSTRIES, SAS au capital social de 626 917,00 €, dont le siège social est situé au Parc d'activités de la Niel, 56920 NOYAL-PONTIVY,

Immatriculée au RCS de Lorient sous le numéro 340 137 736